

8 Société et Culture

Santé/ Caravane médicale gratuite au 1er arrondissement de Libreville
Le Samu social en opération de proximité



Le ministre d'Etat Paul Biyoghe Mba a également visité les locaux du Samu social.



Une phase des consultations.

I. I
 Libreville/Gabon

C'EST dans son bon rôle de prise en charge médico-psycho-sociale des personnes affectées par la précarité que le Samu social gabonais a initié, depuis la semaine écoulée, des consultations médicales gratuites au profit

des populations du 1er arrondissement de la commune de Libreville. Il s'agit des quartiers Diba-Diba, Charbonnages, Ondongo et l'ensemble des Bel-Air (Transfo, Manguier...), dans le premier siège dudit arrondissement. Pour l'occasion, le coordonnateur général du Samu social, Wenceslas Yaba, a déployé tout son personnel et les moyens techniques nécessaires en

vue de mener à bien cette mission. Laquelle consiste à amener la médecine vers des populations démunies, incapables d'aller à l'hôpital lorsque c'est nécessaire. « *Le Samu social n'entend pas se substituer aux hôpitaux classiques, mais il vient seulement en appui à des compatriotes en situation de détresse* », a expliqué M. Yaba. Participant à cette caravane, le ministre d'Etat

Paul Biyoghe Mba, en charge de la Protection sociale, s'est réjoui de l'engouement suscité par cette opération auprès des populations ayant pris d'assaut les différents sites. Au point qu'on a frôlé le chiffre de 200 patients les jours ouvrables et 400 à 500 consultations, toutes pathologies confondues, le week-end. Visiblement satisfait de cette approche de proxi-

mité, le membre du gouvernement a annoncé l'ouverture, dans un proche avenir, des antennes provinciales du Samu social gabonais. Respectivement à Franceville, Port-Gentil, Mouila et Oyem. Dans ces différentes villes, des locaux sont même déjà identifiés, les ambulances et les autres outils également disponibles, a rassuré le ministre d'Etat. C'est en compagnie du di-

recteur général de la Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale (Cnamgs), Renaud Allogho Akoue, et du député du premier siège du 1er arrondissement, Gabriel Malonga Mouelet, partie prenante de cette caravane médicale, que le ministre d'Etat Paul Biyoghe Mba s'est rendu, in fine, au siège du Samu social gabonais pour un nouveau tour du propriétaire.

Choses vues

L'axe boulevard-Cocotiers : le trou de tous les malheurs



La crevasse qui menace la chaussée entre l'Hôtel de Ville et le Sénat



Dans le sillage, des érosions comme celle-ci se multiplient de part...

COE
 Libreville/Gabon

LA route séparant l'Hôtel de Ville de Libreville du palais Omar Bongo Ondimba (Sénat) subit, au fil des jours, une dégradation continue. Le danger guette de plus en plus les usagers empruntant cette artère, avec cet énorme trou béant qui ne cesse de prendre des proportions inquiétantes. En effet, si rien n'y est fait rapidement, il est à craindre que la chaussée soit coupée en deux. En plus, d'autres crevasses se forment de part et d'autre de la voie, accentuant un peu plus sa dangerosité. En cause, le non-achèvement des travaux de construction de l'axe Cocotiers-Nkembo, commencés



...et d'autre de la route.

depuis juillet 2016. Et cela fait bientôt deux années que la société adjudicataire a plié bagages, abandonnant la voie dans ce piteux état. Les nombreuses pluies diluviennes qui s'abattent ces derniers temps sur la ville ne font qu'accélérer cette destruction. Conséquence: d'énormes flaques se forment de part et d'autre, empêchant une

bonne circulation des automobiles. Les usagers doivent faire montre de beaucoup de prudence, surtout à la nuit tombée. Par ailleurs, des blocs de béton abandonnés le long de la chaussée ajoutent à la difficulté, car ils constituent d'autres obstacles susceptibles de causer des accidents de la circulation. Surtout la nuit pour un automobiliste ne maîtrisant

pas le secteur. Même des piétons hésitent désormais à pratiquer cette artère, de peur de tomber dans ces trous grand ouverts et de se casser un membre. Et dire que cette voie est fréquentée par des élèves, surtout ceux du primaire pour la plupart inconscients de la menace... « *Nous ne savons plus quelle société avait la responsabilité de refaire cette route. Cela remonte avant les élections de 2016. On n'a rien compris lorsque cette entreprise est partie. Regardez vous-mêmes l'état de cette route et le gros trou qui est en train de séparer la route en deux parties. Le comble est que personne ne semble se préoccuper de cette situation. C'est lorsqu'il y aura un accident que l'on verra des gens venir avec les médias pour filmer* », dé-

nonce Martin E., habitant de Cocotiers, visiblement dépité. Et d'ajouter : « *la nuit encore, c'est pire. Il n'y a plus de lampadaires, tout a été arraché de terre on ne sait pour quelle raison. Cette zone est dans l'obscurité totale. Il faut, à la limite, avoir une torche, parce que sortir son téléphone c'est aussi*

s'attirer des braqueurs (...). C'est un enfer ici. Et le comble, c'est que cela n'a pas l'air de toucher les pouvoirs publics. Qu'est-ce qu'on a fait pour mériter ça ? » Faut-il attendre le scénario du PK 27, sur l'axe boulevard-Cocotiers, pour que les autorités compétentes daignent enfin réagir ?

